



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC:**

11 Laurier St. Place du Portage,
Phase III Core 0B2-103
Gatineau, Quebec, K1A 0S5

Email / Courriel: TPSGC.DGAreceptiondessoumissions-ABBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of the
Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication
contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Title - Sujet SITE SUPPORT SERVICES - CFB GOOSE BAY	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-170006/B	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client	Date 2020-06-30
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG	
File No. - N° de dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-07-23	
Time Zone Fuseau horaire Ottawa Local Time	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Henry, Yves	Buyer Id - Id de l'acheteur
Telephone No. - N° de téléphone (613) 736-2853	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 5 WING GOOSE BAY HAPPY VALLEY-GOOSE Newfoundland and Labrador A0P1C0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



La modification 009 est porté à:

- 1) **Modifier le BdP pour les repas prime et ajouter une description;**
 - 2) **Fournir une liste EFG / IFG révisée qui a retiré tous les EPI pour les pompiers ;**
 - 3) **Remplacer le formulaire d'évaluation financière avec la version 5;**
 - 4) **Fournir le document NAVAIDS-Telecom Historical Data.xls et;**
 - 3) **Répondez aux questions.**
-

1) Aux **tableaux 4 et 4A** de la **BdP de la DDP**, **MODIFIEZ** les repas de prime « en pourcentage » à « taux fixe ferme » et au **tableau 2.3.8 Besoins en services alimentaires** de l'EDT, ajoutez l'article **2.3.8.1.15** Repas de prime et la description et le niveau d'effort suivants:

«Fournir des repas pour des événements spéciaux. Ces événements peuvent nécessiter une configuration spéciale ainsi que des dispositions de repas. Ces événements comprendraient un dîner de Noël spécial, des dîners du mess pour les militaires et des repas spéciaux pour les dignitaires en visite et des réceptions à divers endroits de la base. Généralement, les commandes seront passées avec un préavis d'au moins 7 jours, cependant, des exigences de dernière minute peuvent survenir. Le client sera facturé pour le coût variable des repas annulés avec un préavis inférieur à 24 heures. 3 événements spéciaux par an avec 120 personnes. 2 en dehors des heures normales de travail et 1 à l'intérieur. 8 événements spéciaux par an avec 25 personnes. 4 en dehors des heures normales de travail et 4 à l'intérieur. Les repas sont préparés, livrés et mis en place à temps tel que négocié avec le DO et conformément au menu sélectionné par le client.

- 2) Voir ci-joint la liste EFG / IFG révisée qui a retiré « l'EPI pour la lutte contre l'incendie. »
- 3) Voir ci-jointe le document « goose_bay_annexe_i_evaluation_financiere REV 5 ».
- 4) Voir ci-joint NAVAIDS-Telecom Historical Data.xls.
- 5) Répondez aux questions ci-dessous:

Question 259

Le Canada est prié d'indiquer quelle(s) ligne(s) / tableau(x) du formulaire d'évaluation financière de l'annexe I les soumissionnaires doivent utiliser pour saisir leurs coûts de main-d'œuvre associés au plan de dotation proposé ?

Réponse 259

La main-d'œuvre devrait être incluse dans votre «prix annuel ferme tout compris» pour les services de gestion et d'administration (point 1.1.8) du tableau 2 de la feuille d'évaluation financière.



Question 290

L'annexe K - Accord de prêt et de licence stipule, sous la rubrique Instructions au contractant au n° 2, que "La liste de l'annexe B comprend tout le matériel prêté au contractant et dont il a la garde, le contrôle et la surveillance". L'accord prévoit en outre que les termes et conditions sont énoncés à l'annexe "A". Les annexes "A" et "B" n'ont pas été incluses dans l'accord ni décrites d'une autre manière dans la demande de propositions.

Le Canada fournira-t-il l'annexe "A" - Modalités et conditions et l'annexe "B" - Liste des équipements ?

Réponse 290

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Réponse 292 Révisé (clarification de mod. 008)

Les articles en question ont été transférés à l'entrepreneur actuel, il y a 17 ans, par le biais d'une mesure d'élimination autorisée car, à cette époque, il n'était pas nécessaire de continuer à les utiliser, en tant que propriété du Canada, et les articles ont été déclarés excédentaires. Le titulaire étant légalement propriétaire de ces articles, toute demande d'achat de ces articles doit lui être adressée directement. Il convient de noter que la majorité des articles en question ont maintenant plus de 25 ans. Le Canada n'a pas l'intention de racheter l'un de ces articles précédemment éliminés.

Question 297

En référence à l'EDT 1.1.8.1.7 - Le Canada peut-il fournir une liste type des cours et conférences du MDN mandatés et fournis par le MDN, avec l'emplacement des cours, afin que les soumissionnaires puissent estimer le coût des cours et des déplacements ?

Réponse 297

La liste des cours n'est pas constante et est basée sur les exigences. Si le personnel à prix fixe suit une formation, son travail est déjà inclus dans le prix fixe; cependant, comme le personnel du MDN qui suit une formation, s'il doit suivre des cours ou voyager en dehors des heures de travail et qu'il a droit à des heures supplémentaires pour cela par le biais de sa convention collective, le MDN remboursera l'entrepreneur pour ces coûts.

Question 299

En référence au paragraphe 4.3.3.10 de l'EDT et au tableau 4.3 - Niveaux de service, demande aux entrepreneurs d'"exploiter la station d'épuration". Le Canada peut-il confirmer que toute la main-d'œuvre et tous les matériaux, y compris les produits chimiques de traitement de l'eau, nécessaires à l'exploitation de la station de traitement de l'eau doivent être inclus dans le prix fixé par le soumissionnaire ?

Réponse 299

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 309

L'amendement 006 de la DDP - réponse 224, en partie, dit : "Si des problèmes sont apparus au cours des opérations ou de la formation sur le câble contrôlé, les pompiers informeront la tour que l'aptitude au service du SAA n'est plus valable et le technicien qualifié du SAA devra être appelé pour inspecter le système". Étant donné que le cahier des charges n'exige pas la maintenance du SAA, le Canada peut-il préciser que le technicien qualifié du SAA dont il est question ici est un technicien militaire du SAA ?



Réponse 309

[La maintenance du SAA sera ajoutée à l'énoncé des travaux dans un prochain amendement.](#)

Question 333

En ce qui concerne l'annexe B - Base de paiement - page 49 et Évaluation financière v2. Tableau 2 et tableau 4 : La main-d'œuvre sera payée en vertu du point 2.3 de l'EDT dans le tableau 2 et tous les produits alimentaires seront payés dans le tableau 4. Veuillez préciser comment les autres coûts, tels que la réparation des équipements de cuisine, les véhicules pour les services de restauration, etc. seront payés.

Réponse 333

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 340

Le tableau d'évaluation financière comporte une section Repas de qualité supérieure pour la restauration pendant les heures normales d'ouverture, mais cette section ne figure pas dans le DDP ?

Réponse 340

Les repas premium sont référencés dans le BdP de la DDP et doivent être modifiés pour correspondre à l'annexe financière aux taux unitaires fermes. De plus, cette description d'article a été ajoutée à l'énoncé des travaux au tableau 2.3.8 Besoin de services alimentaires comme article 2.3.8.1.15 de la présente modification 009.

Fournir des repas pour des événements spéciaux. Ces événements peuvent nécessiter une configuration spéciale ainsi que des dispositions de repas. Ces événements comprendraient un dîner de Noël spécial, des dîners du mess pour les militaires et des repas spéciaux pour les dignitaires en visite et des réceptions à divers endroits de la base. Généralement, les commandes seront passées avec un préavis d'au moins 7 jours, cependant, des exigences de dernière minute peuvent survenir. Le client sera facturé pour le coût variable des repas annulés avec un préavis inférieur à 24 heures. 3 événements spéciaux par an avec 120 personnes. 2 en dehors des heures normales de travail et 1 à l'intérieur. 8 événements spéciaux par an avec 25 personnes. 4 en dehors des heures normales de travail et 4 à l'intérieur. Les repas sont préparés, livrés et mis en place à temps tel que négocié avec le DO et conformément au menu sélectionné par le client.

Question 341

En ce qui concerne l'ET 4.3.3.9 ; Exploitation et entretien des systèmes de collecte sanitaire, le Canada peut-il fournir la taille de 5 fosses septiques qui doivent être pompées chaque année ?

Réponse 341

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 342

Le Canada a-t-il l'intention de remplacer tous les EFG et IFG par le Canada en cas d'usure normale par l'entrepreneur ?

Réponse 342

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 347

En ce qui concerne l'amendement 6, Q&R 229, le Canada a déclaré que les produits chimiques pour pistes d'atterrissage sont payés par le Canada en tant que frais remboursables. Dans l'annexe 3 de la demande de propositions, Base de paiement et évaluation financière, aucun coût de transit pour les matériaux n'est



mentionné, à l'exception des autorisations de tâches. Le Canada peut-il expliquer pourquoi il s'agit d'une dépense remboursable ?

Réponse 347

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 354

- a) Les EPI de lutte contre l'incendie sont énumérés dans le GFM, si, au moment de la reprise, le contrat estime que les EPI ne répondent pas à la norme NFPA appropriée, le Canada les remplacera-t-il ?
- b) Si l'entrepreneur a besoin de plus d'EPI, le Canada les achètera-t-il et les ajoutera-t-il à la liste des GFM ?
- c) Veuillez confirmer ce que signifie l'énoncé des travaux 3.5.12.2.1 CFM - l'entrepreneur "fournit ... l'équipement de protection individuelle" alors qu'il le fournit déjà en tant que GFM ?

Réponse : 354

L'entrepreneur est responsable de fournir l'IPE / PPE pour les pompiers et pour le remplacement de l'IPE / PPE pendant toute la durée du contrat. La liste GFE / GFM, avec tout l'équipement de pompier IPE / PPE et l'équipement d'essai SCBA associé enlevé, a été révisée et fournie dans cet modification.

Question 355

Veuillez confirmer que le travail doit être inclus dans le tableau 2 de l'évaluation financière Rev 3 et que la nourriture sera dans le tableau 4. Ce qui est signifié dans la norme de performance est seulement le temps à négocier avec l'OD. Il ne s'agit pas d'une autorisation de tâches.

Réponse 355

Confirmé. [La deuxième question a été manquée. La réponse sera donnée dans une prochaine modification.](#)

Question 357

Veuillez confirmer que pendant la durée du contrat, les MFG (c'est-à-dire les oreillers, les serviettes de toilette, les draps, les couvertures, etc.) qui doivent être remplacés en raison de l'usure seront remboursés ?

Réponse 357

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 358

Les soumissionnaires comprennent que la durée des baux ne sera que d'un an et que le prix du bail est également d'un montant annuel. Il y a 3 scénarios qu'un soumissionnaire peut prendre pour fixer le prix des bâtiments pour son propre usage (non obligatoire).

Scénario 1. Pour la mise en place progressive - rachat, les soumissionnaires n'incluent aucun coût de location mais seulement le bail annuel de l'année 1.

Scénario 2. Coût de location au prorata sur la base du calendrier de reprise et solde du coût de location pour l'année 1. Cela faussera le résumé, car seule une partie du bail se fera au cours de l'année 1, qui sera ensuite multipliée par 20.

Scénario 3. Le soumissionnaire n'inclut aucun coût de location pour la reprise, mais seulement pour l'année 1.

Le Canada peut-il confirmer quel scénario devrait être le prix du soumissionnaire aux fins de l'évaluation ?

Réponse 358

[A répondre dans une prochaine modification.](#)



Question 367

Conformément à l'annexe B 6.4 de la DDP, le contractant sera remboursé pour les frais de déplacement et d'enseignement des cours autorisés par le MDN. Le Canada peut-il fournir une liste des cours obligatoires du MDN ? Le Canada peut-il confirmer que la main-d'œuvre de l'entrepreneur qui assistera à ces cours sera payée et incluse dans l'AT ?

Réponse : 367

La liste des cours n'est pas constante et est basée sur les exigences. Si le personnel à prix fixe suit une formation, son travail est déjà inclus dans le prix fixe; cependant, comme le personnel du MDN qui suit une formation, s'il doit suivre des cours ou voyager en dehors des heures de travail et qu'il a droit à des heures supplémentaires pour cela par le biais de sa convention collective, le MDN remboursera l'entrepreneur pour ces coûts.

Question 371

Pour la mise en place progressive, veuillez indiquer les exigences spécifiques du gardien et du pompier et quelles sont les qualifications du poste pour effectuer le travail ?

Réponse 371

Les fonctions et les responsabilités des pompiers sont définies dans les ordres d'incendie de l'escadre. Ceci est défini dans la FMD 1013, ainsi que dans les articles de l'EDT 3.5.8.5.5 et 3.5.8.7.7. La norme de performance du gardien est fournie dans l'item n ° 1.2.12.3.1 de l'énoncé des travaux.

Question 373

Le point 4.3.11.4.1 de l'annexe A-4 mentionne "Effectuer les inspections structurelles annuelles des tours de rappel RTA". Le Canada peut-il confirmer s'il y a plus d'une tour de rappel ?

Réponse 373

Il n'y a qu'une seule tour de rappel.

Question 376

Il est demandé au Canada de fournir une estimation des quantités d'activités pour les terrains et l'aménagement paysager, l'entraînement au tir et les systèmes de sécurité et de contrôle d'accès.

Réponse 376

Pour les motifs et l'aménagement paysager, voir l'annexe A et l'annexe A de l'EDT 4.3.10. Le champ de tir et l'aire d'entraînement sont entièrement définis dans l'EDT 4.3.11. Le contrôle d'accès est à déterminer.

Question 388

Le Canada pourrait-il préciser les attentes concernant la manière dont les frais de location de bâtiments doivent être inclus dans les tableaux de prix ? Il ressort de la réponse 140 de l'amendement 5 que l'entrepreneur signera un bail à 0 \$ avec le Canada pour les bâtiments obligatoires. La réponse 147 de l'amendement 6 indique également que la valeur locative des bâtiments que l'entrepreneur doit occuper (cellules "jaunes") ne doit pas être incluse dans les prix. Le Canada confirmera-t-il que les valeurs locatives de tout autre bâtiment que l'entrepreneur pourrait choisir d'occuper doivent être incluses dans le prix des services, ou indiquera-t-il le contraire si ce n'est pas le cas ? Par exemple, si nous choisissons d'occuper des locaux dans le bâtiment 271 du siège du SSS pour permettre une communication de gestion efficace et efficiente, devrions-nous inclure le coût de 485 469,90 \$ par an dans le prix que nous avons soumis ?



Réponse 388

Un nouveau tableau (9) dans le formulaire d'évaluation financière a été ajouté pour permettre la saisie des taux de location facultatifs afin de déterminer la valeur du contrat, mais ces taux ne seront pas évalués dans les évaluations financières des soumissions.

Question 389

Le paragraphe 2.4.8.1.4 du cahier des charges stipule que le contractant doit prévoir au moins une carte de crédit importante pour le mode de paiement des logements. Le Canada peut-il préciser que les frais de marchand associés à l'utilisation des cartes de crédit par les clients du MDN sont directement facturables au MDN ?

Réponse 389

Le MDN ne remboursera pas l'entrepreneur des frais de carte de crédit.

Question 392

L'EDT prévoit la mise en œuvre et l'exécution d'un programme de maintenance corrective (CM) pour les véhicules CFR. Effectuer la maintenance corrective (CM) des véhicules commerciaux et des véhicules SMP conformément aux CFTO applicables ou aux manuels des équipementiers.

Le Canada peut-il fournir une liste des véhicules SMP, car ceux-ci ne semblent pas figurer dans les tableaux 2.2-2 et 2.2-3 ?

Réponse 392

Les tableaux 2.2-2 et 2.2-3, de la DDP actuelle, sont complets et précis et il ne manque aucun véhicule du modèle militaire standard (SMP).

Question 393

Dans le plan SCNG et dans la référence B-GG-238-000/AG-002 Contrôle de la neige et du verglas - Vol 2 - Contrôle de la neige et du verglas sur les aérodromes (M) - il est question du dégivrage des pistes et des essais de friction. Veuillez indiquer à quelle ligne du cahier des charges cette activité doit être appliquée.

Réponse 393

L'élément de ligne faisant référence au SCNG d'aérodrome est l'élément de ligne 3.3.8.1.3

Question 399

Dans le document de référence B-GA-164-000/AA-001_ACMO, 110 - Administration, 110.06 - Composition de l'équipage, il est indiqué que "à la discrétion du CO/OC, des individus peuvent être affectés à plus d'un poste d'équipage simultanément. Les exigences minimales en matière d'équipage doivent être déterminées par le CO/OC et publiées dans les ordres d'unité applicables". Dans la section 3.2.9.1 du cahier des charges, l'exigence stipule que "la section ATC doit être dotée d'un minimum d'un contrôleur, situé dans la tour, capable d'assurer un contrôle VFR continu". La norme de performance stipule "qu'aucun membre de la section ATC ne doit être laissé sans surveillance pendant les activités de vol dans le cadre des heures de veille spécifiées".

Un contrôleur unique est-il autorisé à effectuer des quarts de travail intermédiaires ?

Quel est l'effectif minimum qui a été déterminé par le CO/OC et publié pour chaque installation ATC ?



Réponse 399

Conformément aux ordres de l'énoncé des travaux et de la section ATC, pendant l'effectif minimal, la section ATC doit avoir au moins un contrôleur dans la tour capable de fournir un contrôle VFR continu 24/7. Pendant ce temps, ce contrôleur peut remplir les fonctions de contrôleur au sol et d'assistance aux données de la tour.

Question 400

Dans l'annexe I Évaluation financière REV 3, l'onglet Résumé des prix, cellule B-13 (prix des services de restauration) est lié au tableau 4, onglet Services de restauration, cellule D-36. Cependant, dans l'onglet Opérations et maintenance du tableau 2, la cellule C-9 est vide, là où la feuille semble demander aux entrepreneurs de présenter leur prix ferme pour l'année 1. Cette cellule ne doit-elle pas être laissée vide par les contractants pour éviter de compter deux fois ce prix sur l'onglet Synthèse des prix ? Ou y a-t-il une autre explication pour cette cellule ?

Réponse 400

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 401

Le rapport de la 5e Escadre Billeting montre une occupation historique des chambres qui semble correspondre à la quantité estimée de 50 000 repas nécessaires pour le point 2.3.8.1.1, mais qui est aussi environ 3 fois supérieure à la quantité estimée de 5 395 chambres attribuées par an pour le point 2.4.8.1.4. Est-ce parce que le séjour moyen dans ces chambres n'est que de 3 nuits ? Le Canada fournira-t-il des précisions sur le nombre estimatif de nuitées d'occupation ?

Réponse 401

La quantité estimée de 50 000 repas fournis équivaut à trois repas par jour à une moyenne de trois jours par séjour pour la quantité estimée de 5 395 chambres attribuées par an. Donc, trois nuits par séjour est exacte.

Question 402

Dans la réponse 76 de l'amendement 5, le Canada indique que le contractant actuel dispose actuellement de 30 LR. Le Canada pourrait-il indiquer le coût associé à l'occupation de ces unités (en supposant qu'elles soient encore disponibles) ?

Réponse 402

Les LR ne font pas partie de cet appel d'offres et aucun coût ne doit être inclus dans les états financiers de l'offre.

Question 403

Le Canada fournira-t-il des données historiques de fiabilité sur les communications dans les aéroports, les équipements RADAR et NAV AIDS et TIS ?

Réponse 403

Les communications historiques sur l'aérodrome, les données RADAR et NAV AIDS (NAV AIDS-Telecom Historical Data.xlsx) ont été fournies avec cette modification.

Question 404

Le bâtiment 1068 dans le tableau IFG est décrit comme le stockage de PCB. Le Canada va-t-il définir ce que signifie le terme "PCB" dans ce contexte ?

Réponse 404

Biphényle polychloré et tout matériau contenant ou contaminé par du biphényle polychloré.



Question 405

Il est demandé au Canada de fournir une estimation de la quantité de services de signalisation, comme indiqué au point 4.3.13.1 de l'EDT.

Réponse 405

Il n'y a pas de quantité estimée car cet élément variera au fur et à mesure que les RH (mil et civ) seront affichés, changer de poste ou prendre leur retraite.

Question 406

Il est demandé au Canada de fournir le nombre de puits bruts indiqué dans les paragraphes 4.3.7.34 à 4.3.7.36 de l'EDT.

Réponse 406

Il n'y a actuellement aucun camion-citerne ou remorque à eau en service. Il y en a un bien situé dans la ZEP au Centre de formation aux opérations austères.

Question 407

En ce qui concerne les paragraphes 4.2.3 à 4.2.14, 4.2.17 à 4.2.18 et 4.2.5.3.2 du cahier des charges, il est demandé au Canada de confirmer si toutes les quantités estimées pour les tableaux 4.1 et 4.2 sont incluses dans le cahier des charges ? Les quantités estimées pour de nombreux articles à prix coûtant majoré semblent manquer.

Réponse 407

Oui, les quantités manquent car elles ne peuvent pas être définies. Pour les éléments de coût majoré, le Canada laisse aux soumissionnaires le soin de déterminer le niveau d'effort qu'ils appliqueront. On prévoit que ces éléments varieront au cours des premières années mais se stabiliseront lorsque le Canada sera d'accord avec le rendement de l'entrepreneur.

Question 408

En ce qui concerne l'énoncé de travail 4.3.6.5, norme de service 1, il est demandé au Canada de fournir la quantité estimée d'essais de réservoirs sous pression à effectuer chaque année.

Réponse 408

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 409

En ce qui concerne le paragraphe 4.3.6.9 du cahier des charges, il est demandé au Canada de vérifier quels bâtiments font partie de l'ATP selon le catalogue des installations.

Réponse 409

Il existe une feuille de calcul séparée avec les informations sur le bâtiment.

Question 410

En ce qui concerne le paragraphe 4.3.7.33 du cahier des charges, il est demandé au Canada de fournir le nombre de points de distribution pour l'analyse de l'eau brute.

Réponse 410

Le nombre de points d'échantillonnage pour la surveillance de la qualité de l'eau dans un système de distribution est déterminé par le contractant en tenant compte de l'historique de la surveillance bactériologique et opérationnelle du système, conjointement avec:
une. inspections physiques régulières, et



b. un rapport actuel d'évaluation de l'eau de source, s'il est disponible.

Cela permettra de déterminer les zones problématiques et d'identifier les points d'échantillonnage (nombre et emplacement).

Dans le cadre de notre programme de gestion de la qualité, le Canada recommande d'inclure les points d'échantillonnage suivants dans leur surveillance de l'eau: centre (s) de santé, cuisines (mess) / CANEX, gymnases, siège social, garderie / école (s), ainsi qu'un point aléatoire c'est différent chaque semaine.

En ce qui concerne les tests pour E. Coli et les coliformes totaux: Pour une installation comme le système de la 5e Escadre Goose Bay qui dessert environ 9000 personnes, Santé Canada recommande 1 échantillon pour 1000 personnes (par mois) pour E. Coli et les tests de coliformes totaux. Dans les systèmes de distribution et de stockage à l'échelle municipale, le nombre d'échantillons prélevés pour l'analyse des coliformes totaux devrait refléter la taille de la population desservie, avec un minimum de quatre (4) échantillons par mois (c.-à-d. Chaque semaine; les échantillons d'eau doivent être prélevés à intervalles réguliers tout au long du mois). E. Les coli et les coliformes totaux doivent être surveillés au moins une fois par semaine dans l'eau sortant d'une usine de traitement. De plus, lors d'événements à risque élevé (p. Ex., Inondations, événements météorologiques extrêmes ou inhabituels), il peut être nécessaire de surveiller davantage. Une surveillance supplémentaire doit également être effectuée lorsque des modifications sont apportées aux systèmes de traitement, de plomberie ou de distribution (c.-à-d. Fonctionnement / maintenance de routine du système de distribution (par exemple, démarrage / arrêt de la pompe, ouverture et fermeture de la vanne)) ou d'événements imprévus tels que des pannes de courant ou des ruptures de conduite d'eau. (Santé Canada, 2012a; Santé Canada 2020).

Question 411

Il est demandé au Canada de préciser les normes du bureau du commissaire aux incendies des Forces canadiennes en ce qui concerne l'espérance de vie d'un véhicule ARFF.

Réponse 411

Le «camion de pompiers» du MDN ARFF CFR 10210 est un actif déployable de la division aérienne du 1 Cdn et n'est plus disponible pour l'entrepreneur. Il est mis hors service.

Question 412

En ce qui concerne le tableau 8 du tableur d'évaluation financière, il est demandé au Canada de confirmer si les dépenses estimées dans les postes 4.2.3 - 4.2.14 du coût majoré sont correctes. Étant donné que ces postes concernent principalement la main-d'œuvre, les dépenses estimées à 3,2 millions de dollars semblent élevées.

Réponse 412

Oui, les dépenses estimées en coût plus les articles 4.2.3 - 4.2.14 sont correctes.

Question 413

Référence : EDT 4.3.8.2.2, Matières dangereuses. Étant donné que les types d'analyse peuvent varier en termes de prix, il est demandé au Canada de fournir une liste des analyses potentielles nécessaires pour identifier la quantité estimée de 86 échantillons.

Réponse 413

La liste des déchets HazMat a été fournie à tous les fournisseurs participants et a été ajoutée sur Achatsetventes.gc.ca dans cette modification 009.



Question 414

Référence : Tableur d'évaluation financière, tableau 8, OpsImm. Certains coûts peuvent être considérés comme des coûts remboursables ou des coûts fixes fermes ou vice versa. Sans déclinaison claire, il est recommandé que tous les éléments de coût soient des prix fixes fermes afin qu'ils soient équitables pour tous les soumissionnaires et que l'évaluation soit juste. Il est demandé au Canada de confirmer la manière dont il souhaite que le contractant justifie sa facture pour les coûts remboursables.

Réponse 414

Tous les éléments du tableau 8 sont soit «fixes» soit «frais majorés». La facturation doit être conforme à la clause 7.9 Instructions de facturation. L'évaluation financière restera inchangée.

Question 415

Référence : EDT 4.3.7.41. Il est demandé au Canada de fournir plus de détails concernant la portée de l'audit environnemental ? Il est également demandé au Canada de fournir un exemple d'audit de conformité environnementale de l'escadre à réaliser par une tierce partie.

Réponse 415

L'entrepreneur devra effectuer des vérifications environnementales au besoin en cas de problèmes environnementaux. Ceux-ci pourraient être, mais sans s'y limiter, les déversements d'hydrocarbures, la découverte d'amiante ou les systèmes de réservoirs de stockage. Les exemples antérieurs sont spécifiques à un problème environnemental et le Canada ne peut pas fournir en raison de la confidentialité.

Question 416

Le paragraphe 3.5.3.7 du cahier des charges définit l'intervention d'urgence médicale comme "l'intervention d'urgence médicale des services de protection contre l'incendie dans les véhicules de pompiers ou de sauvetage, selon les besoins de l'escadre". Il est demandé au Canada de préciser les capacités de sauvetage (autres que les ARFF) requises.

Réponse 416

Cette exigence est définie dans les références applicables incluses dans la section Services d'urgence de l'énoncé des travaux / DDP.

Question 417

Référence : Norme de service 8, pg. 384. Pour l'essai des systèmes d'ancrage de sécurité, il est demandé au Canada de préciser ce qu'implique la certification des ancrages de sécurité ? Veuillez également préciser le nombre de points d'ancrage à tester.

Réponse 417

Conformément au Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (DORS / 86-304)

(8) L'employeur doit s'assurer qu'une personne qui travaille sur un appareil aérien, une plate-forme élévatrice à flèche, une plate-forme élévatrice à ciseaux, une plate-forme de chariot élévateur ou tout autre équipement de levage de personnel similaire dans les circonstances décrites au paragraphe 12.07 (1) utilise système de retenue connecté à

- a) un ancrage spécifié dans les instructions du fabricant de l'équipement de levage; ou
- b) si aucun ancrage n'est spécifié par le fabricant, un ancrage certifié par une personne autorisée à exercer la profession d'ingénieur au Canada et qui satisfait aux exigences énoncées dans la norme CSA Groupe Z259.16.

La détermination du nombre de points d'ancrage à tester est de la responsabilité de l'entrepreneur.



Question 418

Il est demandé au Canada de fournir les valeurs des contrats du titulaire pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019.

Réponse 418

Au 23 septembre 2016, la valeur de l'attribution du contrat de pont était de 114 999 634,69 dollars. Le contrat a ensuite été modifié pour atteindre une valeur actuelle de 187 900 135,72 \$.

Question 419

En supposant que le contractant soit responsable de la commande et de la gestion des téléphones portables utilisés par le MDN sur la base, aura-t-il la possibilité de commander des téléphones portables pour son utilisation à Goose Bay au même tarif que le gouvernement ?

Réponse 419

Oui, l'adjudicataire peut avoir accès aux mêmes taux que ceux de l'offre permanente du gouvernement. L'entrepreneur devra signer un accord avec le MDN pour suivre les mêmes restrictions d'utilisation et sera limité aux employés travaillant sur la base de la 5e escadre.

Question 420

Re : Tableau 3.3-2

1.9 - Remorqueurs et chariots à bagages avec et sans opérateur

1.13 - Tracteur sans conducteur

1.25 Chariot élévateur, avec et sans opérateur

Qui les exploitera lorsqu'aucun opérateur n'est fourni, car cela pourrait présenter un risque de fiabilité pour le contractant ?

Réponse 420

Sans opérateur: l'opérateur sera un employé du MDN, un entrepreneur approuvé par le MDN ou, dans certains cas, des membres d'équipage de diverses nations. Toute personne utilisant l'équipement doit être qualifiée pour le faire fonctionner.

Question 421

Re : Tableau 3.3-2

Stands B-4 - Le Canada peut-il fournir les informations nécessaires à l'exigence des stands B4 ? Exemple : Fournir et mettre en place, etc.

Réponse 421

Le besoin de stands B4 est conçu pour la maintenance des aéronefs. Les techniciens des FAC et de l'aviation militaire étrangère utilisent les supports B-4 pour entretenir efficacement tout aéronef, tout en offrant une protection antichute critique pour assurer un environnement de travail sécuritaire.

Question 422

Re : Tableau 3.3-2

Coordination de l'entretien du pétrole dans l'avion, ADI, etc. Le Canada peut-il confirmer l'intention de ce poste budgétaire ? S'agit-il strictement de la coordination des activités ?

Réponse 422

Affirmatif - Il s'agit strictement d'une tâche de coordination.



Question 423

En ce qui concerne le rôle de gestionnaire du contrôle et de l'assurance de la qualité des biens immobiliers défini à l'annexe J 2.3c, et en fonction de la réponse du Canada à la question 148 (amendement 006), le Canada envisagera-t-il de demander aux soumissionnaires de fournir un profil de qualifications à l'annexe J 1b - Personnel clé, étant donné l'accent mis sur la notation du gestionnaire du contrôle et de l'assurance de la qualité des biens immobiliers 2.3c ?

Réponse 423

Cette position a été supprimée selon la réponse # 148

Question 424

Dans l'annexe de Goose Bay | Évaluation financière REV 3 Tableau 8 OpsImm, il y a des notes fournies indiquant que des multiplicateurs de 45 millions et 15 millions de dollars sont "fournis à des fins d'évaluation financière uniquement sur la base d'un niveau d'effort estimé à 3 millions de dollars". Pour éviter tout doute, le Canada pourrait-il définir ce qu'il entend par "niveau d'effort" dans ce contexte ?

Réponse 424

Le niveau d'effort est basé sur les dépenses historiques. Le montant de 45 millions n'est pas un chiffre en dollars mais plutôt un multiplicateur pour garantir que les soumissionnaires donnent la meilleure valeur au Canada dans leur pourcentage de frais. À titre d'exemple de frais trop élevés, leur évaluation financière sera plus élevée (semblable à une pénalité) pour non-respect de la valeur pour le Canada. Par conséquent, si un soumissionnaire ne choisit pas de frais en pourcentage, l'évaluation financière sera trop faible (encore une fois comme une pénalité) et ne respectera pas la valeur pour le Canada. Le Canada cherche des soumissionnaires à placer un pourcentage de frais équitable qui représente la meilleure valeur pour le Canada.

Question 425

Dans le tableau 1.2-1 du calendrier de prise en charge, il est indiqué que la gestion et l'administration ne sont pas prises en charge par le nouveau contractant le 23 septembre 2021, près de 6 mois après le début de la prise en charge progressive des services le 1er avril 2021. Étant donné que des activités de gestion et d'administration seront nécessairement nécessaires tout au long des 6 mois de la prise en charge, le Canada confirmera-t-il comment ces coûts de gestion et d'administration doivent être indiqués dans la soumission financière du soumissionnaire ? Doivent-ils être inclus dans la tarification mensuelle d'introduction et de retrait progressifs ?

Réponse 425

Oui, les activités de gestion et d'administration requises tout au long des 6 mois de prise en charge doivent être incluses dans les prix mensuels d'introduction et d'élimination.

Question 426

Dans l'annexe de Goose Bay | Évaluation financière REV 3 Tableau 5 Taux d'autorisation des tâches, les soumissionnaires sont tenus de fournir des taux horaires pour divers types de travail. Pour éviter tout doute, le Canada peut-il définir ce qui doit être inclus dans ces taux horaires ? Sont-ils censés représenter uniquement le taux horaire de base du coût de l'entrepreneur pour l'emploi de chaque type de main-d'œuvre, ou sont-ils censés inclure des coûts tels que les frais de déplacement, les frais de camion, l'accès au site, etc.

Réponse 426

Les taux horaires doivent être pour la main d'œuvre seulement.



Question 427

Dans l'annexe de Goose Bay | Évaluation financière REV 3 Tableau 3 Entretien transitoire, les soumissionnaires sont invités à fournir un taux unitaire pour "l'entretien à bord des avions de pétrole, d'ADI, d'oxygène, d'azote, de LOS et d'autres liquides/gaz (par occurrence). Ce taux unitaire est-il censé représenter le coût de la main-d'œuvre qualifiée, ou le coût du produit/matériel, ou les deux ?

Réponse 427

Les taux doivent être pour la main d'œuvre seulement.

Question 428

En ce qui concerne les services du SCNG, il n'y a pas de délais de réponse indiqués dans la carte SCNG (M). Veuillez confirmer la norme que vous exigez des soumissionnaires. Veuillez également confirmer que votre réponse à la question 10 dans "rfp_w6369-170006_b_amd_003" selon laquelle les services S SCNG NIC sont requis 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 conformément à la carte SCNG comprend également les services d'aérodrome et les services intérieurs avant le premier vol commercial et/ou militaire régulier du matin jusqu'au dernier vol commercial et/ou militaire régulier de la journée, y compris pour les évacuations sanitaires et/ou les vols imprévus à tout moment du jour ou de la nuit ?

Réponse 428

Le temps de réponse est conforme aux priorités identifiées dans le plan SCNG qui est revu chaque année. Les services SCNG sont requis 24h / 24 et 7j / 7, ce qui inclut les aérodromes et les services intérieurs par ordre de priorité selon la carte SCNG.

Question 429

Étant donné que les services SCNG sont le facteur de coût le plus élevé pour ce contrat, y compris les CAPEX pour l'équipement SCNG, la maintenance/pièces associées, les produits chimiques et la main-d'œuvre, le gouvernement peut-il préciser les délais de réponse pour les besoins de services SCNG 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Réponse 429

Les délais de réponse dépendent des priorités définies par le MDN. Ils sont revus, établis et confirmés chaque année pour les services SCNG 24/7.

Question 430

Il est demandé au Canada de fournir une estimation de la quantité d'activités liées au fonctionnement de la centrale de chauffage central. Il est difficile pour les soumissionnaires d'estimer les ressources en main-d'œuvre nécessaires sans s'attendre à ce que les tâches soient accomplies.

Réponse 430

Il s'agit d'informations exclusives qui se rapportent aux activités actuelles du titulaire et le Canada ne peut pas divulguer ces informations.

Les informations existantes sur la chaudière:

Chaudière n ° 8: 22727 kg / h, 50000 lb / h, 12,9 MW à 690 kPag

Chaudière n ° 9: 22727 kg / h, 50000 lb / h, 12,9 MW à 690 kPag

Chaudière n ° 10: 18 181 kg / h, 40000 lb / h, 10,3 MW à 690 kPag

Le débit de vapeur maximal enregistré vers la base au cours des deux dernières années est de 29 545 kg / h ou 65 000 lb / h de vapeur saturée à 690 kPag.



Les deux nouvelles chaudières à jets électriques ont une puissance nominale de 21 500 kW max et sont conçues pour 175 psi et fonctionnent à une pression de vapeur nominale de 130 psig

Question 431

Le Canada peut-il préciser ce qu'il entend par "acheter" des fournitures de Qs et As #380. Les fournitures d'atelier comprennent-elles uniquement les petits consommables tels que les chiffons et les produits de nettoyage, et les pièces spécifiques aux véhicules seront-elles payées par le MDN ?

Réponse 431

Oui, les fournitures d'atelier sont de petits consommables, comme des chiffons et un nettoyant pour les mains.

En ce qui concerne les pièces de rechange des véhicules, la majorité des véhicules sont fournis par l'entrepreneur et les pièces de rechange sont / devraient être incluses dans les soumissions. Comme pour les véhicules plaqués CFR, toutes les pièces de rechange, le cas échéant, seront acquises auprès de la chaîne d'approvisionnement de la défense. Le tableau 6 de la balance des paiements indique les frais d'entretien des véhicules et l'entretien des véhicules qui seront saisis lors de l'attribution du contrat.

Question 432

Dans la DDP finale, à l'EDT 2.6.6, il indique que les heures normales de travail sont de 0800-1600 heures. De plus, il a été demandé que la référence obligatoire au 2.6.4.5 «Carte SCNG» soit remplacée par le plan SCNG de la 5e Escadre, qui est maintenant un document obligatoire.

Dans le cadre de ce plan, des informations sur le calendrier sont fournies dans les paragraphes suivants (soulignés et en gras ajoutés pour faire ressortir les détails):

- Contrôle de la neige et du verglas - Objectif - 3.0 «Un état opérationnel exige la piste active, les voies de circulation adjacentes; les aires de stationnement et les aires de stationnement sont maintenues aussi près que possible de l'état du toit noir **24 heures sur 24**, et la zone MSA et domestique doit être dans un état entièrement fonctionnel »
- Membres permanents du Comité SCNG et responsabilités respectives - Responsabilités de l'opérateur d'équipement lourd - 3.6.r. «Dans des conditions météorologiques défavorables, fournissez à la tour des rapports RSC toutes les 4 heures ou comme demandé par le CAD. Les heures prévues sont: **1100 heures; 1500 heures; 1900 heures; 2300 heures; 03h00 et 07h00** »
- Exploitation de l'aérodrome - Objectif - 2.0 «Un état opérationnel exige que la piste active, les voies de circulation adjacentes, les aires de trafic et les aires de stationnement soient maintenus aussi près que possible de l'état du toit noir **24 heures sur 24**»
- Exploitation de l'aérodrome - Procédures de déneigement de l'aérodrome SCNG - Priorité 1 - a. «**Dès qu'il commence à neiger**, l'équipement SCNG est envoyé pour commencer les travaux sur la piste active. Ces unités resteront sur la piste principale jusqu'à ce qu'un chemin de 45 mètres de large soit dégagé. »
- MSA / Opération domestique - MSA / Priorités nationales - Priorité 1 - 3.0 «L'accumulation de neige et de glace doit être enlevée sur toutes les zones de priorité un, comme indiqué sur la carte SCNG. Les routes de priorité un **doivent être ouvertes en tout temps** et dégagées sur une largeur de 5,0 mètres. Une fois que la neige a cessé de tomber, ces zones doivent être dégagées à la largeur des épaules »
- MSA / Opération domestique - MSA / Priorités nationales - Déneigement - 5,0 «Le déneigement par camionnage sera principalement une opération de 2300 à 0700 heures, où les routes et les parkings seront élargis pour améliorer la sécurité globale des conducteurs. Toute la neige sera apportée au dépotoir de la 5e Escadre Goose Bay »



- MSA / Opération domestique - MSA / Priorités nationales - Enlèvement des POMV pendant les opérations SCNG - 8.0 «Le déneigement du parking sera une opération de **2300 à 0700 heures**»

Étant donné que ces délais figurent dans un document obligatoire et que de nombreuses parties de la base sont opérationnelles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et étant donné que les heures de travail à partir de l'énoncé des travaux sont de 8 h à 16 h, le Canada peut-il préciser les points suivants:

1. L'intention est-elle que l'entrepreneur fournisse des services SCNG uniquement 0800-1600, autres que ceux décrits ci-dessus et dans le plan SCNG?
2. Les heures 0800-1600 sont-elles uniquement destinées à s'appliquer aux bâtiments et aux lieux de travail (comme indiqué à la question 10), tous les autres aspects du SCNG étant fournis 24h / 24 et 7j / 7 (y compris l'aérodrome, les routes, etc.)?
3. Ou l'intention est-elle différente des points 1 ou 2 ci-dessus?
4. Le Canada peut-il préciser les jours ouvrables prévus pour cette section. Les entrepreneurs peuvent-ils supposer que c'est du lundi au vendredi 0800-1600
5. L'EDT 2.6.6.2 indique qu'un point de contact est requis pour les heures normales de travail en dehors des heures normales de travail afin d'organiser une réponse à un appel d'urgence ou de dérangement. Le Canada peut-il fournir une définition et / ou des exemples d'appels d'urgence et de troubles concernant cette section?

Réponse 432

1. Dans des conditions de neige, l'entrepreneur devra fournir des services SCNG en dehors des heures normales de travail administratif afin de répondre aux exigences opérationnelles du plan SCNG.
2. Tous les aspects des opérations SCNG devraient être livrés 24h / 24 et 7j / 7 dans des conditions de fortes chutes de neige et lorsque les heures normales de travail ne sont pas suffisantes pour répondre aux exigences du plan SCNG. Les heures 0800-1600 sont annotées afin d'identifier les heures de travail administratif de la BFC Goose Bay.
3. Pas différent; voir la réponse 2 ci-dessus.
4. L'entrepreneur doit être réactif et fournir des services SCNG en dehors des heures normales de travail, c'est-à-dire 24h / 24 et 7j / 7, afin de répondre aux exigences du plan SCNG.
5. Les appels de dérangement varient et peuvent inclure le MDN qui demande simplement un changement de priorité afin d'avoir accès à un endroit précis pour mener des opérations. L'urgence est toute occasion ou instance qui justifie une action pour sauver des vies et protéger les biens et la santé publique.

Question 433

Dans un souci d'équité, le Canada est-il responsable de faire savoir aux soumissionnaires qu'une nouvelle convention collective entre le titulaire et l'AFPC a été ratifiée par les membres de l'AFPC pour s'assurer que tous les soumissionnaires sont au courant des augmentations de taux de rémunération et des autres mises à jour de l'entente?

Réponse 433

Il n'appartient pas au Canada de diffuser cette information. Les mises à jour sur l'état des conventions collectives de l'AFPC et de l'UEDN sont disponibles à <http://psacunion.ca/> et à <https://unde-uedn.com/groups/newfoundland-labrador-and-new-brunswick/local-90125-happy-valley-goose-bay/>. Les conventions collectives sont disponibles à <https://www.tbs-sct.gc.ca/agreements-conventions/index-fra.aspx>.



Question 434

D'après la réponse à la question 355 de l'amendement 8, nous comprenons que le Canada a confirmé que le prix de la main-d'œuvre pour les services de restauration doit être inscrit au tableau 2 de l'évaluation financière en tant que prix annuel ferme et fixe. D'après la réponse à la question 355 de l'amendement 8, nous comprenons également que le Canada a confirmé que le prix de la nourriture pour les services alimentaires doit être inscrit au tableau 4 en tant que taux unitaire. Cependant, il n'est pas clair pourquoi les prix du travail et des aliments sont séparés, créant une situation dans laquelle le volume des aliments est traité comme une quantité variable et le travail pour préparer et servir ces aliments ne l'est pas. Comment l'entrepreneur sera-t-il remboursé pour la main-d'œuvre qui accompagne nécessairement la nourriture pour les tarifs de repas premium pour la restauration en dehors des heures normales de fonctionnement ou les tarifs de repas premium pour les besoins d'urgence en dehors des heures normales de fonctionnement?

Réponse 434

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 435

Si un entrepreneur choisit de ne pas occuper un bâtiment optionnel, est-il possible de déplacer les outils et l'équipement du bâtiment inoccupé vers un bâtiment qu'il occupe?

Réponse 435

Les outils et l'équipement peuvent être envisagés pour la réinstallation si les articles ne sont pas câblés au bâtiment (c.-à-d. L'alimentation électrique du panneau et pas seulement une prise duplex) et si les articles restent dans les limites distinctes de la base. Cela sera annoté dans le contrat de location distinct avec le Canada.

Question 436

En référence à l'annexe A, Énoncé des travaux, A.1.1.10 Structure de l'énoncé des travaux; Annexe A1, 2.4.10 Fournir un nettoyage régulier: à l'énoncé des travaux A.1.1.10 sous le titre Numéro d'article - Exigences d'autorisation de tâches (AT), il indique: «Le paragraphe 10 identifie les exigences qui ne peuvent pas être incluses dans le prix ferme du contrat depuis le la portée exacte des tâches ne peut pas être définie, ni la fréquence de l'activité ne peut être déterminée, ou les deux. Elles ne sont pas prévisibles au moment de l'émission de l'énoncé des travaux et peuvent ne pas être des exigences récurrentes. »

À l'annexe A2.4, Hébergement et services de conciergerie, les services supplémentaires ou les exigences en matière d'AT sont exprimés au point 2.4.14. Veuillez confirmer que les articles 2.4.10 Nettoyage régulier, 2.4.11 Nettoyage divers et 2.4.12 Nettoyage en profondeur sont des articles à inclure dans le prix ferme du contrat et à ne pas exécuter en tant qu'exigences d'AT.

Réponse 436

Il est confirmé que les articles 2.4.10 Nettoyage régulier, 2.4.11 Nettoyage divers et 2.4.12 Nettoyage en profondeur sont des articles à inclure dans le prix ferme du contrat et à ne pas exécuter en tant qu'AT ou pour des services supplémentaires.

Question 437

Réf.: Amendement 8, question 273

Le fichier fourni ne donne à l'entrepreneur aucune indication de la quantité estimée par type de matériau, emplacement et fréquence de ramassage. Il est demandé au Canada de fournir ces informations.

Réponse 437

[A répondre dans une prochaine modification.](#)



Question 438

Réf.: Amendement 8, question 368

Suite à la réponse, il est demandé au Canada de fournir la quantité et la fréquence des ramassages de déchets médicaux. Il est demandé au Canada de confirmer que les déchets médicaux uniquement UN 3291 et non UN2814 ni UN2900.

Réponse 438

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 439

Réf: amendement n ° 8, question 318

La réponse à la question 318 indique que les coûts de location sont calculés au prorata en fonction de la reprise de la section respective du tableau 1.

Il est demandé au Canada de confirmer que le prix de l'année 1 pour le tableau 2 doit inclure l'année entière.

Ce serait la même philosophie que pour l'application de Corp of Commissionaire Q&A 337

Réponse 439

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 440

Réf: SOW 1.1.1.1.2.2

EDT 1.1.1.2.3

SOW 1.2.1.1

SOW1.2.3.1

Amendement # 8 Q&R 345

Amendement # 8 Q&R 394 & 395

Annexe I - Évaluation financière Rev 4 Tableau 1

Le mot «transfert» est mentionné plusieurs fois en référence à l'introduction progressive dans l'énoncé des travaux. ET "La remise n'est mentionnée qu'une seule fois dans l'élimination progressive SOW1.3.8.2-1 et dans le tableau 1.3-1.

EDT1.1.1.2.2 La phase de transition commence après l'attribution du contrat et se termine au début du transfert.

Phase.1.1.1.2.3 La phase de transfert commence à la fin de la phase de transition et se termine au début de l'exploitation et de l'entretien.

1.2.3.1 Date de remise du contrat: Il s'agit de la date à laquelle l'entrepreneur assume l'entière responsabilité des travaux détaillés dans le cadre de l'énoncé des travaux. Cette date marque la fin de la phase.

À la lumière de ce qui précède, la Q&R 395 indique que «le calendrier de reprise dans le tableau 1.2-1 est le calendrier à utiliser pour la phase de transfert». La réponse est contradictoire car le tableau 1.3-1 est le tableau de transfert. Et dans le Q&R 345, la réponse était que les coûts de transition et la reprise devaient être inclus.



Étant donné que l'énoncé des travaux 1.2.1.1 comprend deux parties, le tableau 1 devrait avoir un autre élément de campagne pour la reprise. La seule description est "Transition Phase-In - Transition Phase-Out" (ce qui prête à confusion en soi). Il est demandé au Canada d'ajouter un autre élément de campagne pour la reprise dans les questions-réponses 345 et Q & A 395.b

Réponse 440

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 441

Réf.: Annexe I Évaluation financière Rev 4 Résumé des prix et tableau 8
Amendement # 8 Q&R 250 & 329

Étant donné que le résumé multiplie la valeur du tableau 8 par 20, sans aucune entrée dans le tableau 8, le résumé affiche maintenant 1,3 milliard de dollars. Une fois les valeurs saisies pour les autres tableaux, le résumé dépassera 1,3 milliard de dollars, ce qui créera de fausses attentes et un risque indésirable supplémentaire. La raison de cette question est due au fait que les soumissionnaires doivent présenter le résumé à l'approbation du conseil d'administration. Il est demandé au Canada de fournir des éclaircissements.

Réponse 441

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 442

Réf.: Modification # 8 Q&R 309 et 324

La question 309 était "Puisqu'il n'y a aucune exigence de maintenance AAS dans l'EDT"; la réponse était «À répondre dans une modification à venir», cependant, la réponse à la question 324 est «L'entrepreneur est responsable des réparations et de l'entretien» du SAA.

C'est une question en deux parties

1. Il est demandé au Canada de fournir l'énoncé des travaux de l'EDT quant aux exigences en matière de réparations et d'entretien.

2. Si la réponse à Q324 est correcte, et puisque l'AAS est un système spécialisé, H141 la formation à la réparation et à l'entretien sera-t-elle couverte par l'AT? Sinon, combien de temps dure le cours, combien coûte le cours et combien de participants sont autorisés.

Réponse 442

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 443

Réf: Tableau 2.2-3 Véhicules et équipement appartenant au MDN, exploités par l'entrepreneur - Norme de rendement

Il existe des motoneiges pour remorques utilitaires, des chariots élévateurs à fourche et diverses barres de remorquage avec la norme de performance suivante "Garder aussi longtemps qu'il reste opérationnel à 95% puis remplacer". Il est demandé au Canada de confirmer que le Canada remplacera et non l'entrepreneur.

Réponse 443

[A répondre dans une prochaine modification.](#)



Question 444

Réf: Tableau 2.2-2 Véhicules et équipement appartenant au MDN, exploités par le MDN

Il est demandé au Canada de fournir des relevés kilométriques ou des heures sur les véhicules / équipements appartenant au MDN énumérés dans le tableau 2.2-2

Réponse 444

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 445

Réf: SOW 2.2.8.3.5

Il est demandé au Canada de confirmer que le poids maximal que l'entrepreneur doit récupérer est de 3/4 camionnette. L'entrepreneur ne sera pas responsable des camions militaires de 5 tonnes ou 2 1/2. Il est demandé au Canada de confirmer que le poids maximal que l'entrepreneur doit récupérer est de 3/4 camionnette. L'entrepreneur ne sera pas responsable des camions militaires de 5 tonnes ou 2 1/2.

Réponse 445

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 446

Réf: PROGRAMME DE REPRISE - TABLEAU 1.2-1

À la reprise, l'entrepreneur sera-t-il autorisé à entrer dans le PTA pour effectuer une évaluation conditionnelle des véhicules et des installations? Sinon, nous demandons que la pleine responsabilité des actifs de PTA soit retardée jusqu'à la fermeture à l'automne. Veuillez confirmer.

Réponse 446

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 447

Réf: Tableau 2.2-2 Véhicules et équipement appartenant au MDN, exploités par le MDN

Tous les soumissionnaires ont été invités à inclure 1,5 M \$ pour le Corp of Commissionaire pour l'annexe 3.6 de l'EDT. Il est demandé au Canada de confirmer que le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir et de fixer le prix des réparations et de l'entretien des véhicules et de l'équipement exploités par la Corp of Commissionaire. Dans la négative, veuillez fournir des informations détaillées sur le nombre de véhicules, l'âge des véhicules et les relevés du compteur kilométrique.

Réponse 447

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 448

Réf: Tableau 2.2-2 Véhicules et équipement appartenant au MDN, exploités par le MDN

Il y a un commentaire «Nouvel établissement sur la route de la 1 Division aérienne canadienne à toutes les ailes de la WASF». Quel sera l'impact sur le contrat lorsque l'unité arrivera? Quelle est l'intention? Y aurait-il un impact sur l'annexe 3.6? B



Réponse 448

UTV	2			WASF	2019	Nouvel établissement sur la route de la 1 Division aérienne canadienne à toutes les ailes pour la WASF.
-----	---	--	--	------	------	---

L'article «Nouvel établissement en route entre la 1 Division aérienne du Canada et toutes les ailes pour la WASF (Wing Auxiliary Security Force)» signifie deux (x2) nouveaux UTV appartenant au MDN / MDN (militaires) exploités pour être ajoutés à la flotte et seront maintenus. par l'entrepreneur une fois qu'ils sont reçus. Ces deux UTV peuvent être ajoutés via un avenant au contrat lorsqu'ils sont facturés.

Question 449

Réf: 3.4.8.1.1 Nav aids

L'entrepreneur doit gérer et entretenir l'équipement. Le Canada peut-il confirmer qui sera responsable de payer pour l'étalonnage de l'équipement indiqué au tableau 3.4-2

Réponse 449

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 450

Réf: Tableau 3.4-2, Communications d'aérodrome, RADAR et NAV AID S

Le Canada peut-il fournir les détails des simulateurs de site ATC - Fabricant, marque, modèle, date de mise en service?

Réponse 450

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 451

Réf: 3.4.8.1.1, Communications d'aérodrome, RADAR et NAV AID S

Le Canada peut-il indiquer si le MDN fournira les pièces de rechange pour l'équipement sur place. Exemple d'équipement: équipement ILS, Tacan et ASR et MET.



Réponse 451

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

Question 452

Réf: Tableau 3.4-2, Communications d'aérodrome, RADAR et NAV AIDS

Tableau 3.4-2 - Article n ° 34 - Unité de sauvegarde indépendante sur batterie (IBBU) - indique une quantité de 1, mais plusieurs modèles sont notés. Veuillez indiquer les quantités correctes.

Réponse 452

[A répondre dans une prochaine modification.](#)

TOUT AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURE INCHANGÉS